





Petits équipements et divers travaux :

- Abreuvement des troupeaux
- Accessibilité aux cabanes
- Débroussaillage et réouverture des milieux
- Parcs de contention et tri des animaux
- Clôtures hors filets
- Equipements multi-usages des espaces pastoraux

Travaux et aménagements

Êtes-vous seul propriétaire du terrain d'implantation du projet ou de la cabane ?

- Oui
- Non

*Si oui, veuillez joindre un acte de propriété du terrain/de la cabane à vos pièces justificatives.*

*Si non, veuillez joindre l'attestation d'autorisation du propriétaire, ou copropriétaire, concernant le projet d'investissement, ainsi que l'acte de propriété, à vos pièces justificatives.*

Info : veuillez à indiquer le calendrier prévisionnel le plus réaliste possible et en cohérence avec la date limite de réalisation indiquée dans l'appel à propositions. Ces informations pourront servir de base à l'établissement du calendrier de réalisation dans la convention d'attribution si votre projet est retenu

Date prévisionnelle du début de l'opération :

*(correspond à la date de réalisation de la première dépense ou signature du 1er bon de commande)*  
/ / (jour, mois, année)

Date prévisionnelle de fin d'opération :

*(correspond à la date d'achèvement des dépenses et à la fin d'acquittement des dépenses)*  
/ / (jour, mois, année)

Descriptif détaillé du projet

Détailler ci-dessous le projet (présentation de l'entreprise, présentation globale du projet, expliquer en quoi le projet répond aux objectifs de l'appel à projets) :



<b>Total</b>					

Financements déjà perçus

Avez-vous déjà demandé ou perçu une aide pour les investissements présentés ?

- Oui
- Non

Si oui :

Nom du financeur :

Montant de l'aide attribuée par le financeur sur l'opération présentée :

€ (HT ou TTC)

*(Pensez à joindre le document attestant de l'attribution d'une aide par l'organe compétant à vos pièces justificatives)*

Taux d'aide publique escompté :

- 75%
- 100%\*

\*Taux de financement pour les communes en difficulté uniquement. Veuillez vérifier si vous pouvez prétendre au taux d'aide à 100% avec l'annexe 4. En cochant cette case, vous confirmez vouloir solliciter un accompagnement supplémentaire par la préfecture de votre département sur les 25% résiduels du projet et vous engagez à déposer un dossier auprès de celle-ci.

**PLAN DE FINANCEMENT DU PROJET**

HT

TTC

**Dépenses**

**Recettes**

<b>Dépenses</b>		<b>Recettes</b>	
<b>Nature des dépenses</b>	<b>Montant en €</b>	<b>Financeurs (publics)</b>	<b>Montant des aides en €</b>
		Région	
		Autres (précisez) :	
		<b>Sous-total 1 :</b>	
		<b>Financeurs (privés)</b>	
		Autofinancement	
		Emprunt non bonifié	
		Autre (précisez) :	
		<b>Sous total 2 :</b>	
<b>Total général</b>		<b>Total général</b>	

## ENGAGEMENTS DU DEMANDEUR

- Je demande (nous demandons) à bénéficier des aides du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur en faveur du « Dispositif d'aide aux équipements pastoraux collectifs ».**
- Je m'engage (nous nous engageons), sous réserve de l'attribution de l'aide :**
  - A informer le Conseil Régional de toute modification de la situation, de la raison sociale, des engagements ou du projet,
  - A fournir toute pièce complémentaire jugée utile pour instruire la demande et suivre la réalisation de l'opération,
  - A ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres crédits, en plus de ceux mentionnés dans le tableau « plan de financement du projet » du présent formulaire de demande,
  - A être à jour des obligations sociales, des obligations fiscales, parafiscales dues,
  - A ne pas apporter de modifications importantes affectant la nature, les objectifs ou les conditions de mise en œuvre du projet, ou délocaliser l'activité productive cofinancée le cas échéant en-dehors de la zone couverte par le programme,
  - A maintenir en bon état fonctionnel et pour un usage identique les investissements ayant bénéficié des aides pendant une durée de 5 ans à compter de la date du dernier paiement de l'aide,
  - A respecter le taux maximal d'aides publiques,
  - A dûment justifier les dépenses pour le paiement de l'aide,
  - A n'avoir fait l'objet d'aucun procès-verbal dressé dans l'année civile qui précède la date de dépôt de ma demande au titre des points de contrôle des normes minimales dans le domaine de l'environnement, l'hygiène et le bien-être animal
  - A détenir, conserver, fournir tout document permettant de vérifier la réalisation effective de l'opération, demandé par l'autorité compétente pendant 10 années : factures et relevés de compte bancaire, comptabilité...
  - A permettre l'accès aux autorités compétentes chargées des contrôles pendant 5 années à compter de la date du dernier paiement de l'aide.
- Je déclare et atteste (nous déclarons et attestons) sur l'honneur :**
  - Ne pas avoir sollicité pour les mêmes investissements une aide autre que celles indiquées sur le présent formulaire,
  - M'engager à respecter les dispositions du règlement financier de la Région,
  - Ne pas faire l'objet d'une procédure liée à des difficultés économiques (ex : redressement, liquidation...).
  - Que l'opération n'a pas débuté au moment du dépôt de ma première demande de subvention, hors frais d'études et ingénierie. *On entend par début d'opération : devis ou bon de commande contresigné, marché sur appel d'offre notifié, affectation de personnel, engagement de frais réels,*
  - Avoir pris connaissance des points de contrôle, des règles de versement des aides et des sanctions encourues en cas de non-respect de ces points.
  - Avoir pris connaissance que ma (notre) demande d'aide pourra être rejetée au motif que le projet n'obtient pas la note minimale de sélection ou au motif de l'indisponibilité des crédits affectés à cette mesure,
  - Être propriétaire des terrains sur lesquels les travaux sont projetés ou le cas échéant, avoir obtenu de la part du propriétaire du terrain sur lequel la ou les implantations sont projetées, l'autorisation de réaliser ces aménagements en application de l'article L 411-73 du code rural.

- L'exactitude des renseignements fournis dans la présente demande d'aide et dans les pièces jointes.

Le cas échéant : *(cocher les cases suivantes, selon votre cas)*

- Ne pas récupérer la TVA (si les dépenses prévisionnelles sont présentées TTC),
- Ne pas récupérer partiellement la TVA, par le biais du FCTVA,

L'inexactitude de ces déclarations peut être assimilée à une fausse déclaration et être susceptible de générer un reversement partiel ou total de l'aide.

- Je suis informé(e) (nous sommes informés) qu'en cas d'irrégularité ou de non-respect de mes (nos) engagements, le remboursement des sommes perçues sera exigé, majoré d'intérêts de retard et éventuellement de pénalités financières, sans préjudice des autres poursuites et sanctions prévues dans les textes en vigueur.**

Fait à \_\_\_\_\_ le \_\_\_\_\_

Signature(s) du représentant légal de la structure :



## LISTE DES PIÈCES JUSTIFICATIVES A FOURNIR A L'APPUI DE VOTRE DEMANDE

Pièces relatives au porteur de projet :	CONTEXTE	Cocher les pièces fournies
Exemplaire original de la demande et ses annexes, daté, complété et signé	TOUS	
Relevé d'identité bancaire	TOUS <i>(pour les structures publiques, le document doit être signé par le représentant légal et tamponné)</i>	
Lettre de demande de subvention à l'attention au Président du Conseil Régional	TOUS <i>(Signée par la personne habilitée à engager l'exploitation et précisant l'objet de la demande, le coût de l'opération et le montant de la subvention sollicitée)</i>	
Dernière version signée et déposée des statuts	Associations, groupements pastoraux	
Copie publication JO ou récépissé de déclaration en préfecture ou copie de l'arrêté d'agrément préfectoral	Associations, groupements pastoraux	
Liste des membres du bureau et du conseil d'administration	Associations, groupements pastoraux	
Procès verbal d'Assemblée Générale validant l'élection du Président <i>(Document signé par le représentant légal de l'association)</i>	Associations, groupements pastoraux	
Pièce d'identité en cours de validité (CNI ou passeport) du représentant légal, ou pièce équivalente pour les non ressortissant de l'Etat français ( <i>Carte Nationale d'Identité, Passeport</i> )	Associations, groupements pastoraux	
Document de délégation de pouvoir	TOUS <i>(si le responsable signataire est différent du représentant légal)</i>	
Certificat d'immatriculation INSEE ou copie d'écran de la base SIRENE datée	TOUS	
Attestation de régularité sociale (MSA ou URSSAF)	TOUS	
Attestation(s) des services fiscaux confirmant que l'exploitant (et chaque associé) est à jour de ses cotisations fiscales	Associations, groupements pastoraux	
Attestation de non-récupération de la TVA si les dépenses sont présentées en TTC	TOUS	
Documents comptables	Structures privées : Dernier bilan et compte de résultat approuvé par l'assemblée et le rapport du commissaire aux comptes s'il y en a Structures publiques : les comptes administratifs doivent avoir la date de la délibération	
Budget prévisionnel	Associations, groupements pastoraux	
Annexe 5 : Attestation des aides de minimis obtenus	Associations, groupements pastoraux	
Annexe 4 : Feuille de calcul financement 100%	Communes en difficulté	
Documents comptables 2022 et 2023 contenant les chiffres utilisés pour remplir l'annexe 4	Communes en difficulté	
Pièces relatives au projet :	CONTEXTE	
Délibération ou procès-verbal de l'organe compétent, approuvant l'opération et son plan de financement	Pour les associations, coopératives ou porteur public	
Photographies du lieu, de la cabane initiale (extérieur et intérieur) le cas échéant	TOUS	
Arrêté de permis de construire ou de déclaration de travaux (ou récépissé de la demande si en cours de validation par la mairie)	Projets cabanes et impluviums	
Plan de situation ET plan cadastral ET plan de masse des travaux	Projets cabanes et projets liés à l'eau (abreuvement, stockage, etc.)	
Acte de propriété	TOUS <i>(si le propriétaire du terrain est différent du porteur)</i>	
Accord du propriétaire ou copropriétaire d'effectuer les travaux	TOUS	

	(si le propriétaire du terrain est différent du porteur)	
<b>Pièces relatives aux dépenses présentées :</b>		
Devis retenus, justificatifs équivalents et devis opposables permettant l'appréciation du coûts raisonnables <i>(obligatoire si des dépenses sur devis, ou justificatifs équivalents, sont présentées)</i>	TOUS	
Note justificative du choix du devis le plus cher	TOUS <i>(obligatoire pour chacune des dépenses dont le devis retenu n'est pas le moins cher parmi les offres proposées)</i>	
Demande de dérogation à l'analyse des coûts raisonnables	TOUS <i>(obligatoire si aucun fournisseur ou prestataire n'est en mesure d'émettre un devis opposable pour la dépense retenue)</i>	
Preuves de sollicitation de fournisseurs ou prestataires, et preuve de réponses négatives relatives à la demande de dérogation à l'analyse des coûts raisonnables	TOUS <i>(obligatoire si aucun fournisseur ou prestataire n'est en mesure d'émettre un devis opposable pour la dépense retenue. Une quantité suffisante de sollicitations devra être justifiée)</i>	
<b>Pièces relatives au financement de l'opération présentée :</b>		
Délibération(s) de financement(s) relative(s) à(aux) l'aide(s) nationale(s) <i>(obligatoire si le porteur a perçu ou s'il s'apprête à percevoir, pour les dépenses présentées, d'autres aides nationales que celles sollicitées dans votre formulaire : arrêtés, conventions, délibérations et autres documents datés et signés par la personne habilitée, validant l'octroi de(s) l'aide(s) nationale(s))</i>	TOUS	
<b>Autres pièces justificatives :</b>		
Autres pièces complémentaires jugées utiles à la compréhension du dossier		

Afin de faciliter mes démarches auprès de l'administration :

- J'autorise (nous autorisons)
- Je n'autorise pas (nous n'autorisons pas)

l'administration à transmettre l'ensemble des données nécessaires à l'instruction de ce dossier à toute structure publique chargée de l'instruction d'autres dossiers de demande d'aide ou de subvention me concernant.

*NB : Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à instruire votre dossier de demande d'aide publique. Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de rectification touchant les informations qui vous concernent. Si vous souhaitez exercer ce droit et obtenir communication des informations vous concernant, veuillez-vous adresser au Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur – Service Filières Agricoles et Transition Agroenvironnementale.*

Fait à ..... le :

**Nom, prénom, signature(s) du (des) représentant(s) légal(aux) pour les personnes morales et cachet de la structure :**

**Nom, prénom, fonction et signature du demandeur et cachet de la structure (pour les personnes physiques) :**

